

FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1901-1902. — N° 87

LES
LOGES DE CONCIERGES

au point de vue de l'Hygiène publique et privée

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 14 Janvier 1902

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

JULES-HENRI ROUYER

Élève de l'École du Service de Santé Militaire de Lyon

Né à Toul (Meurthe-et-Moselle), le 19 février 1878.



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE ET Cie

Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Belle-Cordière, 14

—
1902

FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1901-1902. — N° 87

LES
LOGES DE CONCIERGES

au point de vue de l'Hygiène publique et privée

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 14 Janvier 1902

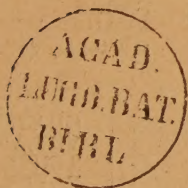
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

JULES-HENRI ROUYER

Élève de l'École du Service de Santé Militaire de Lyon

Né à Toul (Meurthe-et-Moselle), le 19 février 1878.



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE ET Cie

Ancienne Maison A. WALTENER

14, rue Belle-Cordière, 14

—
1902

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET.....	DOYEN.
LACASSAGNE.....	ASSESEUR.
CROLAS.....	QUESTEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. PAULET, CHAUVEAU.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	}	MM. LÉPINE.
Cliniques chirurgicales		BONDET.
Clinique obstétricale et Accouchements.		BARD.
Clinique ophtalmologique		PONCET.
Clinique des Maladies cutanées et syphilitiques.		X.
Clinique des Maladies mentales		FOCHIER.
Clinique des maladies des enfants		GAYET.
Physique médicale.		GAILLETON.
Chimie médicale et pharmaceutique		PIERRET.
Chimie organique et Toxicologie		WEILL.
Matière médicale et Botanique		MONOYER.
Parasitologie.		HUGOUNENQ
Anatomie		CAZENEUVE.
Anatomie générale et Histologie.		FLORENCE.
Physiologie		LORTET.
Pathologie interne.		TESTUT.
Pathologie externe.		RENAUT.
Pathologie et Thérapeutique générales.		MORAT.
Anatomie pathologique.		TEISSIER.
Médecine opératoire.		AUGAGNEUR.
Médecine expérimentale et comparée		MAYET.
Médecine légale		TRIPPIER.
Hygiène		POLLOSSON (M.).
Thérapeutique		ARLOING.
Pharmacologie		LACASSAGNE.
		COURMONT (J.).
		SOULIER.
		CROLAS.

PROFESSEUR ADJOINT

Clinique des Maladies des femmes	LAROYENNE.
--	------------

CHARGES DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Maladies des voies urinaires	MM. CHANDELUX	agrégé
Maladies des oreilles, du nez et du larynx.	LANNOIS,	—
Propédeutique médicale	ROQUE,	—
Propédeutique chirurgicale.	GANGOLPHE,	—
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN,	—
Anatomie pathologique.	DEVIC,	—
Physiologie	DOYON,	—
Accouchements	FABRE,	—
Botanique	BEAUVISAGE,	—
Hydrologie et matières alimentaires.	CAUSSE, doct. ès-sciences	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
BEAUVISAGE.	VALLAS.	NOVÉ-JOSSERAND.	CHATIN.
ROUX.	SIRAUD.	BERARD.	VILLARD.
COLLET.	DURAND.	SAMBUC.	TIXIER.
BOYER.	PIC.	BORDIER.	FABRE.
BARRAL.	PAVIOT.	COURMONT (P.).	REGAUD.
MOREAU.			

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. COURMONT J., Président ; M. ROQUE, Assesseur

MM. ROUX et CHATIN, Agrégés

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE
ET DE MA MÈRE

A MA SŒUR ET A MON BEAU-FRÈRE

A MON FRÈRE

A MES NIÈCES

A MON ONCLE LEDUC

ET A MA TANTE SENCERT

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

Monsieur JULES COURMONT

PROFESSEUR D'HYGIÈNE A LA FACULTÉ

MÉDECIN DES HOPITAUX

INTRODUCTION

S'il est, parmi les *logements insalubres*, si nombreux, malheureusement, dans toutes les villes peuplées et industrielles, une catégorie de logements plus insalubres encore que les autres, ce sont assurément les « *loges de concierges* », véritables bouges privés d'air et de lumière, saturés d'humidité, aux émanations presque toujours fétides et sièges, le plus souvent, d'un dangereux surpeuplement.

Ici, toutes les causes d'insalubrité sont accumulées comme à plaisir et les règles les plus élémentaires de l'hygiène s'y trouvent violées et par le propriétaire qui fournit la loge et, il faut bien le reconnaître aussi, hélas ! par l'occupant qui est fatalement amené à aggraver encore les conditions, si défectueuses déjà, de son logement, par l'entassement de meubles, d'ustensiles de toutes sortes, de hardes et de détritrus parfois innommables, comme aussi par une absence presque totale de tous soins de propreté.

La loge de concierge constitue donc un danger permanent et un foyer constant ou accidentel d'infection, non seulement pour celui ou ceux qui l'habitent

mais encore — cela ne saurait être douteux — pour les locataires de l'immeuble et pour le voisinage plus ou moins immédiat.

Ce danger, on doit le faire connaître et rechercher les moyens d'y remédier.

Après le cri d'alarme jeté il y a quelques mois par M. le professeur Lortet, doyen de la Faculté de médecine de Lyon, nous avons cru être à notre tour utile en présentant au corps médical les résultats de notre enquête sur les loges de concierges à Lyon et en indiquant les si louables tentatives de la municipalité lyonnaise et de son chef M. le professeur V. Augagneur, pour combattre et atténuer dans la mesure du possible les graves inconvénients des logements insalubres en général et des loges de concierges en particulier.

Ce n'est pas à nous, cependant, que revient le mérite d'avoir choisi ce sujet : c'est M. le professeur agrégé Gabriel Roux, en effet, qui attirait, au mois de juin 1901, notre attention sur ce travail intéressant. Les difficultés matérielles qu'il présentait et surtout notre faible expérience nous auraient fait, sans doute, abandonner nos recherches. Mais, par ses démarches personnelles, M. Roux nous a facilité la tâche, par sa ténacité il a soutenu notre volonté, par son savoir, enfin, il a corrigé de nombreuses fautes dues à notre ignorance.

Nous le remercions ici de son obligeance et l'assurons de notre respectueuse gratitude et de notre dévouement.

Nous avons rencontré de la part de nos professeurs,

tant au Lycée qu'à la Faculté, avant d'entrer à l'Ecole, des marques de sympathie que nous ne saurions oublier.

Parmi tous, M. Nicolas, professeur d'Anatomie à la Faculté de médecine de Nancy, nous a toujours réservé auprès de lui le plus charmant accueil. Dans son laboratoire, mis si aimablement à notre disposition, nous avons trouvé tous les éléments d'un travail facultatif rendu, par cela même, intéressant. Mais ce que nous nous rappelons surtout, ce sont ces moments, trop courts, d'une causerie pleine de franchise et de simplicité qui, sans diminuer en rien le respect que les élèves doivent à leurs maîtres, crée, entre eux, ces affections qui tendent malheureusement à disparaître un peu plus de jour en jour.

Notre arrivée à l'Ecole, dans un nouveau milieu, n'a nullement changé nos impressions et notre façon de voir.

Nous avons retrouvé ces mêmes marques d'intérêt; énumérer tous ceux dont elles provenaient serait chose trop longue : une dédicace personnelle répond toujours mieux aux détails qui l'ont inspirée.

Nous tenons, cependant, à remercier d'une façon particulière, M. le médecin-major Ruotte. Nous avons trouvé, auprès de lui et de Mme Ruotte, une amitié sincère et avons pu, grâce à eux, passer, pendant ces trois années d'Ecole, bien des instants agréables que nous ne saurions oublier.

M. le professeur J. Courmont a bien voulu accepter la présidence de notre thèse ; nous le remercions de l'honneur qu'il nous fait

PREMIÈRE PARTIE

Conditions dans lesquelles se trouvent les loges
de concierges.

CHAPITRE PREMIER

Habitation.

Comme situation le sous-sol, le rez-de-chaussée ou la cage de l'escalier, comme exposition la cour : telles sont les conditions générales des loges de concierges à Lyon.

Quelle est, au point de vue de l'hygiène, la valeur de semblables habitations ?

La proximité même du sol, dans ces trois cas, impliquerait l'étude de celui-ci, surtout dans sa cons-

titution géologique; mais c'est un exposé qui nous entrainerait trop loin, inutilement d'ailleurs, car l'important, ici, est moins de savoir sur quel terrain est construite telle maison que de connaître l'influence qu'a ce terrain sur la nappe souterraine.

Or, à Lyon, en particulier, comme le montre M. Clément, dans son « Essai d'Ethnographie et de démographie lyonnaises », « dans toute l'étendue de
« la ville basse existe une nappe souterraine qui,
« déjà bien voisine de la surface du sol, imbibe
« encore les terrains par capillarité et les imprègne
« à une hauteur variable suivant la nature des maté-
« riaux qui le composent.

« Si la couche qui repose sur la nappe est formée
« de graviers purs, comme cela a lieu en quelques
« points, l'humidité ne s'élève qu'à une très faible
« hauteur (0,04 à 0,30 cent.); mais, si elle est consti-
« tuée par du sable, comme c'est le cas le plus ordi-
« naire, l'humidité s'élève jusqu'à 1 m. 85 et même
« 2 m. de hauteur. De la nappe et de ces portions
« saturées d'eau se dégagent des vapeurs qui
« imprègnent à leur tour les couches les plus rappro-
« chées de la surface, si bien que, même les couches
« superficielles du sol recouvertes par des revête-
« ments imperméables, comme les trottoirs d'as-
« phalte, sont saturées par l'eau qui provient de la
« nappe par action capillaire, par imbibition. »

Cette constatation expérimentale nous fait déjà prévoir combien est nécessaire, dans toutes les maisons, la présence d'une cave, dont l'espace vide intermédiaire sert, en quelque sorte, d'isolant et pro-

tège les pièces habitées contre « les influences telluriques qui, pour M. Clément, causent directement ou indirectement la plupart des maladies. »

Cette cave, malheureusement, dans nombre de maisons, n'existe pas, ou bien est construite dans des conditions telles qu'elle ne satisfait que très imparfaitement aux exigences de son rôle : combattre la persistance de l'humidité et l'empêcher de se communiquer aux étages sus-jacents, au rez-de-chaussée surtout.

A cette première cause d'humidité, qui pourrait disparaître si facilement, s'en ajoute une autre qui, elle, existera toujours : le voisinage de la chaussée.

Bordée par un trottoir le long duquel passe une rigole, elle devient le point de départ de nombreuses infiltrations qui passent sous l'asphalte de ce trottoir et viennent imprégner d'eau les murs de celles des loges qui, trop souvent encore, sont situées en contrebas de la chaussée.

Humidité au-dessous, humidité sur les côtés, voilà le premier point qui définit la majorité des loges de concierges ; il suffit de gratter un peu les garnitures en bois des murailles et les planchers, ou de tirer sur le papier qui tapisse quelquefois ces pièces pour se rendre compte de la lente pourriture que produit cette humidité et du danger permanent auquel sont exposés des individus obligés à coucher dans un lit accoté à une boiserie ou à un mur sur lesquels on voit constamment de fines gouttelettes d'eau.

Ce grave inconvénient a, depuis longtemps d'ail-

leurs, attiré, à propos de certains logements, l'attention des hygiénistes, puisqu'une loi anglaise, « Act for promoting the public health », de 1848, exigeait « que les caves, ou sous-sols habités, eussent au moins, 2 m. 44 de hauteur entre le plancher et le plafond ; que celui-ci atteignît, au moins, à 1 m. au-dessus du niveau de la chaussée, qu'une tranchée de 1 m. 50 de profondeur et de 0.80 de largeur descendant plus bas que le sol de la cave, séparât toute la maison du terrain environnant », et que la Société des hygiénistes allemands, réunis à Munich, en 1875, répudia absolument les caves et les sous-sols, à titre de demeure permanente ; elle eût dû aussi les rejeter pour le séjour intermittent, même sous réserve des dispositions d'aération et d'assèchement.

Nous citons ces faits parce que si, au cours de nos recherches, nous avons rarement rencontré, et pour cause, l'habitation dans des caves, fréquemment nous l'avons vue dans des sous-sols ou dans des loges situées, à la vérité, au rez-de-chaussée, mais avec un plancher en contre-bas de 0 m. 60, 0 m. 80 et même un mètre, par rapport au trottoir.

Malgré ses inconvénients, un rez-de-chaussée ne serait peut-être pas un trop mauvais lieu de séjour pour ses habitants, en lui donnant une élévation suffisante, et une cave sous-jacente, construite dans de bonnes conditions ; mais on ne doit pas oublier que, dans les groupes d'habitations, la valeur hygiénique d'un tel local se juge non seulement d'après ce qui est au-dessous, mais aussi au-dessus.

Or la question de place est, ici, ce qui prime tout dans la construction ; le propriétaire, désirant faire produire le plus possible au capital qu'il a placé sur son immeuble, accumule étage sur étage. Qu'en résulte-t-il ? La fréquence des maisons à cinq ou six étages à Paris ; à trois, quatre et cinq étages dans la majorité des villes de province et à Lyon en particulier, dans des rues où l'étroitesse est telle qu'un bâtiment de quinze mètres est suffisant pour empêcher l'arrivée du soleil au rez-de-chaussée.

Les règlements municipaux subordonnent, il est vrai, la hauteur des maisons à la largeur des rues, la première ne devant pas dépasser la seconde ; mais combien de fois ces règlements sont-ils observés ? Les quartiers neufs y satisfont à peine ; quant aux anciens, nous y avons vu nombre de rues où l'on n'a guère tenu compte (nous ne parlons ici que de Lyon), de l'ordonnance de 1849 relative à la hauteur des maisons ; elle n'avait pourtant rien d'excessif.

Cet état de choses dont l'hygiène a tant à souffrir, nous intéresse tout particulièrement en ce qui concerne les loges de concierges. Les bâtisses élevées, en effet, se faisant ombre réciproquement, les étages sont de plus en plus privés d'air et de soleil, au fur et à mesure qu'on se rapproche du sol. Le manque de chaleur et de lumière naturelles entraîne, surtout dans les vieilles maisons situées dans les rues étroites, la persistance de l'humidité que tout, jusqu'ici, contribuait à faire naître. Dans certaines maisons d'ailleurs, relativement récentes, chacun peut, aussi, voir qu'au bout de trois ou quatre mois, les

murs ne sont pas encore secs, ce qui n'empêche pas que, du jour où l'une de ces maisons est terminée, on y installe un concierge pour faire visiter les différents appartements, sans se préoccuper des conséquences de cette habitation prématurée.

Il serait si simple, cependant, d'éviter cet inconvénient et les dangers auxquels il expose. En Italie, on exige l'assèchement convenable des murs avant de permettre l'occupation des constructions. Pourquoi une ordonnance municipale n'interdirait-elle pas l'habitation permanente de ces demeures par les concierges, avant la disparition de l'humidité? En fixant certaines heures pour visiter les appartements, on lèverait toutes les difficultés.

C'est peut-être un point bien restreint de la question qui nous occupe, mais il ne faut pas oublier que la réunion de tous ces points, en apparence peu importants, arrivera seule à constituer un tout devant lequel on se décide à agir.

Nous avons jusqu'ici essayé de montrer les caractères des loges situées au sous-sol ou au rez-de-chaussée, avec exposition sur la rue ; ils se résument en ceci : humidité, manque de lumière et de chaleur naturelles. Mais toutes les loges sont loin de jouir de cette exposition, en somme la moins défavorable.

Si, en effet, le rez-de-chaussée est l'attribut du concierge, comme semble le vouloir une logique toute superficielle, c'est avec un sens pratique et une appréciation très exacts de ce que vaut chaque mètre carré de son terrain, que le propriétaire l'installe sur la cour plutôt que sur la rue.

Les appartements du rez-de-chaussée, exposés sur celle-ci, sont ordinairement habités par des locataires qui acceptent, sciemment ou non, les inconvénients de leur logement, mais ont, du moins, la facilité d'aller occuper un étage plus favorisé, sous le rapport de l'air et du soleil, le jour où ils le jugent bon.

Or, qu'avons-nous vu, dans le plus grand nombre de ces cours, lors de nos recherches ? Tout d'abord, généralement, une petite mare centrale, due à ce fait que l'eau de pluie d'une part, le contenu des tuyaux amenant les eaux du toit ou les eaux ménagères d'autre part, viennent se répandre en partie ou totalement sur un sol pavé ou présentant des interstices trop peu nombreux et trop étroits pour l'absorption rapide d'une eau qui a peu de tendances à s'évaporer, faute de soleil et d'air et à filtrer, le sol étant déjà le plus souvent saturé. Il est vrai de dire que, dans bien des maisons, l'écoulement des eaux se fait par une conduite placée dans un coin de la cour ; mais elle équivaut à une véritable bouche d'égout et il faut avoir senti l'odeur qui s'en dégage, surtout pendant les grandes chaleurs, pour se rendre compte qu'elle n'a pas précisément sur les poumons la même influence que l'ozone.

Cette perpétuelle stagnation est encore favorisée par le lessivage du linge des différents locataires. Dans beaucoup de maisons, en effet, la cour est le lieu choisi pour cette opération, et chaque ménage a son jour désigné. Cet acte contribue encore à entretenir l'humidité ; mais n'y a-t-il pas aussi un grand

danger dans la diffusion des germes que renferme du linge ayant servi à des malades atteints d'affections contagieuses ?

Outre qu'elles sont humides, ces cours reçoivent peu d'air lorsqu'elles appartiennent à des maisons élevées, et tout contribue encore à le vicier. Qu'on songe à ce que sont les poussières provenant des débris alimentaires, des tapis et des linges que l'on secoue à toute heure, aux différents étages, et l'on se fera une idée de ce qu'est l'atmosphère, là où, pour leurs besoins, comme pour leur plaisir, les concierges peuvent prendre l'air. Il ne manquerait plus que le voisinage de cabinets d'aisances et c'est, malheureusement, le cas qui se présente trop souvent.

Combien de maisons ont encore des cabinets communs à tout un étage, cabinets que personne n'entretient et n'approprie, du fait seul qu'ils appartiennent à tous et qui sont, naturellement, un foyer d'émanations aussi dangereuses que nauséabondes, surtout aux jours de grande chaleur. Des progrès ont, il est vrai, été réalisés de ce côté : nombre de maisons ouvrières ont aujourd'hui des cabinets attenant à chaque appartement ; mais c'est encore au rez-de-chaussée que le vieux système disparaîtra en dernier, peut-être parce que la place y est mesurée, peut-être aussi parce que l'on croit que des cabinets placés dans la cour, au grand air, comme on l'entend dire, n'ont pas les mêmes inconvénients qu'à l'intérieur même de la maison.

Résumant ce que nous avons vu, au cours de nos recherches, nous pouvons dire que « nombre de

« cours et courettes sont des puits de 15 à 20 mètres
« de profondeur, où l'air ne se renouvelle pas, où le
« soleil ne pénètre jamais ; elles reçoivent, en outre,
« les poussières des ménages, condensées, par éma-
« nations des cuisines, des cuvettes et des cabinets
« d'aisances ».

Toutes les incommodités que signale cette phrase du rapport de M. Martelière à la Commission d'Hygiène du 2^e arrondissement de Paris, s'il est des individus qui ont à en souffrir, ce sont ceux qui, par leur profession, doivent vivre au fond de ces puits : ce sont les concierges.

Ces constatations, chacun peut, au cours d'une promenade, les faire comme nous-même et, sans grand effort, l'esprit le moins critique peut en prévoir les conséquences. Mais il ne faut pas se contenter de ce simple examen, fait du dehors ; il faut pénétrer à l'intérieur de ces loges pour y voir ce que l'imagination, si féconde soit-elle, ne saurait créer.

Leur distribution et leur aménagement sont chose tout à fait variable, tant au point de vue du nombre que de la hauteur et de la largeur de la ou des pièces ; elles n'ont qu'un trait commun : elles sont toutes aussi défectueuses. Ici nous trouvons une chambre, là deux, quelquefois trois ; mais, d'une exiguité telle que les trois pièces réunies d'un tel logis n'arrivent jamais à la capacité d'une des chambres d'un appartement convenable. Et, pourtant, toute une famille est obligée de vivre dans un espace le plus souvent insuffisant pour un individu

seul ! N'y a-t-il qu'une pièce, elle est à la fois cuisine, salle à manger, chambre à coucher, séchoir au besoin, lorsque, pendant l'hiver, la pluie ou la neige empêche qu'on étende le linge au dehors.

Nous n'insisterons pas sur les conséquences qu'entraîne, au point de vue moral, semblable fait ; ce n'est pas notre rôle. D'ailleurs, sans être rare, ce cas n'est heureusement pas très fréquent.

Le plus grand nombre de ces loges ont, en effet, deux chambres ; mais que sont deux chambres dans des ménages où l'on trouve deux et quelquefois trois enfants ? Et ce chiffre est modéré puisque, dans plusieurs cas, nous avons rencontré des familles de cinq, six et même sept individus.

En prenant un chiffre moyen de quatre personnes habitant semblable logement de deux chambres, si nous nous en tenons au rapport de la Commission des logements insalubres de Paris, de 1870 à 1876 (E. R. Perrin, rapporteur), qui propose au préfet de la Seine « d'interdire toute pièce, habitée d'une façon permanente, de jour et de nuit, qui offre moins de 14 m. cubes par personne et de n'en tolérer aucune de moins de 10 m. cubes », il faudrait une capacité totale minima de 56 m. cubes, chiffre auquel nous n'avons jamais pu arriver dans les loges des anciennes maisons. Parmi celles-ci, les plus favorisées arriveraient à 45 ou 50 m. cubes ; encore faut-il en déduire la place occupée par : lit, fourneau, cuisinière, table, armoires, etc., et s'il est un endroit où l'encombrement se fait bien sentir, c'est certes dans ces loges où l'on doit entasser dans deux pièces

tous les meubles et ustensiles employés journellement.

Il est donc certain que, dans la majorité d'entre elles, le cubage fixe est nettement insuffisant, puisque, d'après l'ensemble de nos observations nous pouvons, en résumé, le considérer comme étant de 10 m. cubes au grand maximum par individu, arrivant ainsi au chiffre qui entraîne une interdiction de séjour.

L'aération de ces loges se fait-elle donc dans des conditions telles qu'elle remédie à ce grave inconvénient ?

CHAPITRE II

Aération

Dans toute habitation, nous voyons le renouvellement de l'air s'effectuer naturellement ou par des procédés artificiels. Dans le premier cas, la perméabilité de la paroi, la présence de portes et fenêtres, font que, à l'insu même des habitants, la ventilation se produit d'une façon constante, aidée le plus souvent par des dispositifs spéciaux (moulinet à vent, vitre Castaing, vitre à soufflet, ventilateur Sheringham). Dans le deuxième, l'aération artificielle s'effectue : par appel par le vent (girouettes, ventilateurs à hélice), par les cheminées ordinaires, enfin par des systèmes de ventilateurs très nombreux et très variés que nous n'avons pas à étudier ici.

Dans les loges de concierges, tous ces ventilateurs particuliers, tous ces dispositifs spéciaux sont chose absolument méconnue. Les cheminées n'existant pas davantage, ce n'est donc que par la paroi d'une part, par les portes et fenêtres de l'autre que peut se faire

la ventilation. C'est, nous dira-t-on, l'aération naturelle, donc la meilleure ; encore faut-il voir comment elle s'établit ?

Nous ne pouvons entrer dans de longs détails sur la paroi, au point de vue ventilation : trop peu expérimenté dans cet ordre de recherches, nous devons conclure de son efficacité par ce qu'en ont dit les différents hygiénistes.

Ne nous préoccupant pas des chiffres, estimés trop forts de Mærker, et réduits considérablement par Schürmann, pour les différentes matières utilisées dans les constructions, nous voyons que, d'après Pettenkoffer, il peut pénétrer par les murs d'une pièce, dans une journée, le double du cubage de cette pièce. C'est bien peu, il est vrai, mais ce serait déjà quelque chose pour une habitation particulière, si nous ne savions aussi que, pour obtenir ce résultat, il faut un mur sec, « les matériaux mouillés ne laissant passer que les 0,4 ou les 0,5 de l'air qu'ils laissent passer quand ils sont secs. » (Hudelo.)

Si l'on considère, de plus, que les murs sont souvent recouverts de vernis ou de papier, et perdent, de ce fait, une bonne partie de leur perméabilité à l'air, nous sommes en droit d'admettre que la valeur de l'aération par la paroi, excellente, peut-être, dans beaucoup de maisons, doit être bien minime pour les loges de concierges.

Reste donc la ventilation par les portes et fenêtres. Certaines loges présentent des fenêtres de dimensions suffisantes ; elles sont larges et hautes et permettent l'accès de l'air en assez grande quantité.

Ces loges sont, malheureusement, le plus petit nombre et il en est beaucoup trop où un simple carreau placé dans le mur, tient lieu de fenêtre. Ce carreau permet, il est vrai, l'arrivée d'un peu de lumière, mais là ne devrait pas se borner son rôle.

C'est peut-être par préoccupation de l'impôt sur les fenêtres que le propriétaire cherche ainsi à utiliser des ouvertures exemptes de taxes.

Des loges exposées sur la cour, quelques-unes possèdent des fenêtres, d'autres présentent un vitrail dans lequel sont ménagées deux ou trois petites ouvertures ne permettant qu'une aération médiocre.

C'est, en somme, par la porte que s'effectue le plus souvent le renouvellement de l'air. C'est un moyen plus qu'insuffisant, parce que, tout d'abord, l'air auquel cette porte donne passage ne peut provenir que du corridor ou de la cage de l'escalier sur laquelle elle s'ouvre et n'est, de ce fait, pas très pur ; parce que, de plus, une seule ouverture ne permet pas qu'il s'établisse un courant assez fort pour produire le changement d'atmosphère de la pièce.

Sans nous étendre davantage sur des détails toujours analogues, nous pouvons dire que, quels que soient les procédés qui assurent l'aération de ces loges, elle s'y fait le plus souvent, d'une manière très défectueuse.

CHAPITRE III

Chauffage et éclairage

Nous n'entreprendrons pas ici une étude détaillée des différents moyens de chauffage et d'éclairage employés dans ces loges ; ce qu'il faut, avant tout, faire voir dans l'intérêt de notre sujet ce sont les nombreux défauts qu'ils présentent.

La constante humidité des pièces, le froid dû au contact du sol et à l'air qui, venant d'une cour ou d'un corridor, pénètre, par les interstices des ouvertures, dans les demeures, nécessitent un chauffage de plus longue durée que dans les autres logements. Or, il s'effectue dans des conditions très mauvaises ; le plus souvent c'est un poêle qui, situé en quelque point de la pièce, distribue sa chaleur dans toute celle-ci, mais y répand aussi de l'acide carbonique et surtout de l'oxyde de carbone en quantité variable, suivant la nature du combustible employé. Les cheminées sont chose très rare dans ces habitations ; dans tous les cas où le chauffage est réalisé par un

autre moyen que par le poêle, c'est par une cuisine, et encore elle présente les mêmes inconvénients.

Si le froid et l'humidité rendent déjà plus grande la durée des heures de chauffage, le manque de lumière naturelle nécessite tout autant l'emploi à peu près constant d'un éclairage artificiel. Dans bien des loges, nous avons trouvé, à deux ou trois heures de l'après-midi, une lampe allumée ; et comment eût-il pu en être autrement dans des chambres situées au fond de véritables puits, ou dans des corridors sombres, ne recevant de jour que par une fenêtre étroite ou même, par une simple porte vitrée.

Les procédés d'éclairage sont peu nombreux : la lampe à huile, à pétrole, la bougie ou la chandelle, le quinquet fumeux même se voient plus souvent que la bougie électrique ou même que le simple bec de gaz. Sans insister sur les dangers que présente, pour la vue, l'emploi de ces lumières artificielles, nous voyons qu'ils sont toujours les mêmes : altération des propriétés physiques de l'air et viciation de celui-ci par l'introduction d'impuretés, fumée et différents carbures produits ; telles sont, en résumé, dans ces logis, les conséquences d'un chauffage et d'un éclairage artificiels trop prolongés.

Nous avons voulu, par tout ce qui précède, essayer de donner une vue d'ensemble des caractères des loges de concierges, en synthétisant, en quelque sorte les principales fautes contre l'hygiène que nous avons pu relever au cours de nos recherches.

Procédant maintenant par analyse, nous allons en décrire quelques-unes et montrer que nous exposons non des hypothèses, mais des faits. Citer toutes les loges que nous avons visitées, faire une description de chacune d'elles, étant chose impossible nous n'avons pris que celles qui montrent le mieux combien ces habitations sont malsaines.

Toutes les autres, nous les répartirons dans quatre groupes, suivant qu'elles reconnaissent leur insalubrité dans l'humidité, le manque d'air, sa viciation, le manque de lumière. Inutile d'ailleurs de dire que beaucoup appartiendront à la fois à deux, trois et même aux quatre de ces groupes.

Voici, choisies entre 500 ou 600, et toutes ont les mêmes droits au choix, quelques observations concernant Lyon. Elles sont prises, les unes dans de vieilles maisons, d'autres dans des maisons construites il y a trente ou quarante ans ; les dernières, enfin, relevées, malheureusement, dans des maisons qui n'ont que quatre ou cinq ans d'existence et satisfont, dans tous leurs appartements, aux règles du confort et de l'élégance les plus modernes.

OBSERVATION I (Rue Royale)

Maison ancienne (1820), cinq étages ; on accède à la loge du concierge, située dans la cour, par un escalier de huit marches. Il est quatre heures de l'après-midi, et la lampe est déjà allumée ; au dehors cependant, il fait un soleil superbe ; mais, dans cette maison, le soleil ne dépasse jamais les fenêtres du cinquième étage, dans la cour tout au moins.

Trois pièces constituent l'appartement. Une première, large de 1 m. 50, longue de 2 m. 50 et haute de 4 m., donne de plain-pied sur l'escalier et reçoit, de ce fait, les jours de pluie, toute l'eau qui tombe sur le palier. Un dallage en pierre sert de plancher à cette chambre où l'on ne peut séjourner, en raison du froid et de l'humidité.

La deuxième chambre a 2 m. de large, 2 m. 50 de long et 4 m. de haut. A mi-hauteur, une trappe transversale coupe la chambre et la divise ainsi en deux, une inférieure et l'autre supérieure communiquant entre elles par une échelle placée dans un coin.

Dans la salle du bas se fait la cuisine : on y mange et y séjourne toute la journée. Pas de fenêtre, une simple porte de communication avec la première pièce. Celle du haut renferme un lit, et, au pied de celui-ci, un paquet de couvertures qui abritent pendant la nuit, un enfant de huit ans, chétif (un autre enfant de quinze ans couche dans une chambre située sous les combles, chambre que le propriétaire fait d'ailleurs payer).

Une fenêtre donne à la partie supérieure de la pièce d'entrée : c'est par là que se renouvelle l'air.

La famille comprend le père, la mère et les deux enfants.

Voici donc quatre personnes qui vivent toute la journée dans une espèce de cage cubant 35 m. cubes. Faute de fenêtres, on doit aérer par la porte d'entrée ou recourir à l'ouverture d'un vitrage formant la toiture de la loge ; en ce cas,

outre l'air, il pénètre dans les pièces, de la pluie, de la neige, à certaines époques et en tout temps des détritits lancés par les fenêtres des cinq étages.

Les personnes, qui habitent cette loge, ne s'en plaignent d'ailleurs pas : elles trouvent que d'autres sont encore plus mal.

Un simple petit fait pourra donner une idée de l'humidité qui règne dans cette loge : un tablier suspendu le matin, à 7 heures, dans la cour, pour sécher, était rentré devant nous à 4 heures du soir, à peu près aussi mouillé, nous affirmait-on.

OBSERVATION II (Montée des Epies)

La loge qui fait l'objet de cette observation est située au rez-de-chaussée, mais sur la rue, la porte d'entrée donnant sur un corridor élevé de trois marches au-dessus du trottoir.

Cette rue présente une pente très notable. Aussi, le plancher, surélevé de 1 m. 20 par rapport à la chaussée, contre la porte d'entrée, se trouve-t-il, au fond de la pièce, de niveau avec le sol. C'est là que se trouve le lit, adossé à un mur très humide.

La lumière pénètre par un carreau de 30 centimètres carrés, que l'on ne peut ouvrir pour donner passage à l'air. Il est, de plus, protégé contre les chocs pouvant provenir du dehors, par un grillage très serré qui contribue, pour beaucoup, à diminuer la quantité de lumière pénétrant dans cette chambre.

L'air arrive par la porte, haute de 1 m. 60, ouvrant sur le corridor. Son tiers supérieur étant vitré, on peut prétendre à la rigueur qu'elle sert à l'éclairage naturel de cette loge.

Toutes les loges de cette rue sont, d'ailleurs, dans des conditions identiques ; mais, ici, nous avons pu remarquer qu'il n'y avait de concierge que pour deux, trois, et le plus souvent, quatre maisons. Nous attirons l'attention sur ce

fait, car nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement, dans l'évaluation du nombre des loges de concierges, par rapport au nombre des maisons que renferme la ville de Lyon.

OBSERVATION III (Rue Confort)

Loge située dans une maison de cinq étages, au rez-de-chaussée, dans la cour. Elle est formée d'une sorte de pyramide en verre, haute de 2 m. 80, sur 1 m. 50 de long et à peine 1 m. 40 de large; ce qui nous donne un cubage fixe de 5 m. 88.

En surface, nous avons 2 m. 10 carrés, sur lesquels il faut retrancher l'espace pris par une machine à coudre et un réchaud.

La personne qui occupe cette loge fait sa cuisine, assise, car elle n'a pas, l'expression est ici très exacte, la place pour se retourner. La lumière artificielle est nécessaire à partir de 2 heures en hiver. L'aération s'effectue par une petite fenêtre percée dans une des vitres, au bas de laquelle est situé le bouchon des fosses d'aisances, bouchon qui ferme mal et laisse échapper, en été surtout, des gaz infects.

A 0 m. 50 de la porte d'entrée passe une rigole entraînant, à ciel ouvert, les ordures et eaux ménagères de toute la maison. On peut, de ce fait, prévoir l'humidité du plancher et le mélange des odeurs qui se respirent dans cette cour.

Habitée par une seule personne, cette loge l'était tout d'abord par deux qui y demeuraient pendant toute la journée.

Le séjour de la concierge dans sa loge est ici de 6 h. 1/2 du matin à 10 heures du soir, donc une durée moyenne de 15 h. 1/2 dans une salle de 5 mc. 56, avec un renouvellement de l'air absolument insuffisant et comme quantité et comme qualité.

Nous avons, d'ailleurs, vu une dizaine de loges dans les mêmes conditions, sous le rapport du cubage de place et de l'aération. L'observation suivante en est encore un exemple.

OBSERVATION IV (Rue de l'Hôtel-de-Ville)

Loge située dans la cage de l'escalier, à hauteur de l'entresol, dans une maison de cinq étages. Elle prend le jour dans une cour qui est un véritable puits de 20 mètres de profondeur, de 6 mètres carrés de superficie. A hauteur du dallage qui sert de plancher à cette loge se trouve, dans la cour, une toiture vitrée, recouverte des débris les plus variés et les plus bizarres : morceaux d'étoffes, détritits provenant du balayage des différents appartements de la maison; épluchures de légumes, résidus alimentaires tels que croûtons de pain et quelques os, enfin, de dimensions variables. Qu'on y ajoute les nombreuses toiles d'araignée qui tapissent les murs et l'on pourra se faire une idée de ce qu'est, aux jours de pluie, le mélange de toutes ces matières. Un étroit carreau mobile permet de respirer ces poussières.

La loge a une superficie de 3 m. 80 carrés, dont il faut déduire, pour l'évaluation du cubage fixe qui serait de 8 mètres cubes, l'espace occupé par une armoire, une table, une cuisinière. La personne qui habite dans cette loge n'y couche pas, il est vrai; mais doit y séjourner de 6 heures du matin à 10 heures du soir, y faire sa cuisine et y prendre ses repas.

Elle se plaint de douleurs survenues quelque temps après son entrée dans cette mesure; elle présente un teint pâle et terreux qui répond bien à ce que nous avons toujours rencontré chez les individus vivant dans des atmosphères confinées et qui ne sortent que rarement à l'air et au soleil.

Tout souci de la moindre hygiène est d'ailleurs proscrit de cette demeure ; il ne s'y trouve point de robinet d'eau. Pour leurs soins corporels, comme pour la propreté de la maison dont ils sont responsables (nettoyage de l'escalier, entretien des cabinets d'aisances), beaucoup de concierges de ce quartier doivent aller chercher l'eau à une fontaine publique située souvent fort loin. Doit-on s'étonner alors de la malpropreté de certaines maisons ?

OBSERVATION V (Cours Gambetta).

Loge située au rez-de-chaussée, dans une cour. Elle est constituée par deux pièces très sombres, ce qui nécessite à onze heure du matin l'emploi de la lumière (c'était dans le cas présent une bougie électrique). L'humidité est telle que les murs sont complètement imbibés d'eau, ce dont on peut s'assurer en passant la main le long d'eux. Dimensions totales : hauteur 4 mètres, largeur 2 m. 50, longueur 3 m. 50.

La deuxième chambre est, en quelque sorte, enclavée dans la première. Comme dans l'observation I on y accède par une échelle placée dans un coin. Cette pièce qui est le tiers de la première, renferme deux lits, placés côte à côte, car trois personnes vivent dans cette loge.

Notons un dernier détail que nous y avons relevé. A un des angles de la pièce où couche la famille, passe le tuyau collecteur des fosses d'aisances de la maison et plusieurs fois des fissures se sont produites dans ce tuyau.

OBSERVATION VI (cours Gambetta).

Loge située dans une maison voisine de la première, au rez-de-chaussée aussi et dans la cour. Elle est en contre-bas du bitume couvrant le sol de 10 centimètres et reçoit de ce fait toute l'eau de la cour. Une seule pièce la compose, coupée en son milieu par une conduite fermée par des plaques de fonte mal jointes. Dans cette conduite passent les eaux ménagères provenant d'une boutique située sur le cours Gambetta.

Au fond de la pièce d'une capacité totale de 45 m. carrés, et d'une superficie de 10 m. carrés, est un lit large de 1 m. 30 à peine, dans lequel couchent trois personnes : la mère et deux petites filles; le père est obligé de coucher dans une chambre au cinquième étage.

A 11 heures du matin, la lampe est encore allumée.

Les murs sont mouillés du haut en bas et, pour finir cette description, nous remarquons, à notre sortie contre la porte de la loge une porte mal fermée, c'est celle des cabinets d'aisances. Voilà où les individus qui habitent cette loge prennent l'air qu'ils respirent.

La personne qui s'y trouvait avant cette famille est morte au cours d'une atteinte de rhumatismes, contractés, d'après elle nous a-t-on dit, dans cette loge.

Quant à l'état de santé des nouveaux occupants, nous n'en pouvons rien dire, car ils n'habitent cette demeure que depuis trois mois. Il serait intéressant de retourner les voir dans un an ou deux.

OBSERVATION VII (Place St-Nizier)

Les cages d'escalier de deux maisons différentes donnent accès dans cette loge, dans laquelle nous ne pouvons pénétrer qu'en nous baissant. En la visitant dans ses détails, nous avons d'ailleurs été obligé de nous tenir toujours un peu incliné, car sa hauteur ne dépasse pas 1 m. 70.

Elle est composée de trois pièces toutes aussi sombres puisque, dès le matin, il faut y employer la lumière. La pièce du milieu dans laquelle se trouve le lit, est une véritable chambre obscure.

Les murs sont mouillés sur toute leur hauteur et cette humidité est entretenue par l'eau qui coule dans les fissures qui existent entre deux carreaux donnant un peu de jour à la pièce du fond.

Les plafonds, les murs, les boiseries sont complètement noircis ; depuis sept ans on n'a pas reblanchi cette loge qui était déjà dans le même état en 1894.

OBSERVATION VIII (Cours Morand)

Loge située dans la cour d'une maison de six étages. Elle a 3 m. 80 de long, 2 m. 50 de large et 6 m. de haut et se trouve coupée en deux, à mi-hauteur, ce qui forme ainsi deux pièces.

Celle du rez-de-chaussée surtout est intéressante en ce qu'elle est bordée par la rigole où passent toutes les eaux ménagères de la maison.

Les fosses d'aisances sont situées devant la porte d'entrée, à 0 m. 10, à peine, de celle-ci. Cette dernière ferme très mal

et laisse passer par en bas tous les gaz infects qui s'échappent par l'orifice mal joint du bouchon.

La pièce est trop sombre pour permettre de faire quoi que ce soit, sans lumière.

Le renouvellement de l'air se fait par une simple vitre de faibles dimensions. Comme la porte, d'ailleurs, elle donne sur les fosses d'aisances.

Des cabinets sont, en outre, situés contre un des murs de cette loge.

OBSERVATION IX (Cours Vitton).

Maison construite en 1895. Elle est haute de cinq étages et présente comme distribution et aménagement toutes les commodités désirables.

La loge du concierge est située au rez-de-chaussée au fond d'un corridor long de huit mètres. Le mur extérieur de cette loge est adossé au mur d'une usine qui empêche l'accès de la lumière naturelle. Celle-ci, comme l'air d'ailleurs, ne peut pénétrer dans la pièce que par l'intermédiaire du corridor sur lequel donne la porte d'entrée de la loge.

Elle manque donc de lumière et présente une aération très insuffisante.

OBSERVATION X (Rue de la Barre)

Loge située au rez-de-chaussée d'une maison de six étages. dans une cour étroite et sombre ayant à peine huit mètres carrés de superficie.

De toutes les loges que nous avons eu l'occasion de visiter, c'est certainement la plus sombre. Quoique ses parois soient vitrées du haut en bas, nous ne pouvions, en y pénétrant, distinguer, au début, où se trouvait la personne qui nous causait.

La loge a environ six mètres carrés et, comme volume, trente-cinq mètres cubes, répartis en deux pièces dont l'une sert de chambre à coucher. Une seule personne habitant cette loge, on peut, à la rigueur, estimer que le cubage est suffisant, et l'aération convenable si l'on ne tient pas compte de tout ce qui se jette par les fenêtres de la cour.

Devant la porte de cette loge, nous trouvons naturellement : une conduite d'eaux ménagères et une fosse avec un orifice fermant très mal ; sur un des côtés, ce sont des cabinets d'aisances.

Voilà, prises au hasard, quelques-unes des observations que nous avons notées ; mais, combien serait préférable à leur lecture, pour ceux surtout qui peuvent remédier à un semblable état de choses, une simple visite de quelques heures dans ces misérables taudis, à Lyon en particulier, car nous ne croyons pas, d'après ce que nous avons vu nous-même à Paris, à Nancy et d'après les renseignements que nous avons obtenus pour d'autres grandes villes telles que Marseille, Bordeaux, Toulouse, qu'en aucune ville, les concierges soient si mal logés qu'à Lyon. Quelques lignes de description, écrites surtout par une plume inexpérimentée, ne peuvent arriver à donner une idée de l'atmosphère chaude et enfumée de ces logements et rien ne saurait exprimer ce que sont les odeurs de l'air qu'on y respire.

Nous avons pu, par nous-même, nous convaincre que, dans son rapport, M. Lortet n'exagère nullement, lorsqu'il dit : « Les concierges, dans la plupart
« des maisons de notre ville, sont logés d'une façon
« vraiment inhumaine et cruelle. Presque partout,
« les loges manquent d'une aération convenable.
« Un grand nombre sont plongées toute l'année dans
« une obscurité complète, et dans ces niches hor-
« ribles où l'on ne saurait faire vivre aucun animal
« domestique, s'entassent des familles souvent nom-
« breuses, vivant dans la nuit, se nourrissant mal,
« respirant un air vicié, se couchant sur des mon-
« ceaux de loques malpropres.

« Je voudrais pouvoir vous faire visiter les cen-
« taines de loges que j'ai explorées, au hasard, dans
« les différentes rues de notre ville. Vous pourriez
« ainsi vous convaincre que les expressions que
« j'emploie, pour décrire l'état de ces tanières, ne
« peuvent que donner une faible idée de la réalité. »

En résumé, nous avons eu l'occasion de visiter, dans les différents quartiers de Lyon, cinq cent trente loges, quelques-unes d'une façon détaillée, les autres plus superficiellement.

Réunissant toutes celles qui présentent des caractères communs, nous les groupons de la façon suivante :

L'humidité, surtout, est la principale cause d'insalubrité de cent vingt de ces loges.

Deux cent vingt manquent d'air, soit 1° qu'il y ait insuffisance dans l'accès de celui-ci, soit 2° qu'il y ait viciation de celui qui y pénètre. Parmi elles, soixante-

dix ont une cause d'insalubrité nouvelle dans le surpeuplement.

Soixante loges enfin ne reçoivent de lumière que trop peu de temps, ou en trop faible quantité.

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, beaucoup d'entre elles présentent à la fois deux ou trois causes d'insalubrité.

En somme, sur ces cinq cent trente loges, il n'en reste que cent trente que nous puissions considérer comme logements ne se trouvant pas « dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants. »

Et encore devons-nous ajouter que, désireux de voir les améliorations réalisées dans les constructions récentes, nous avons visité, en assez grand nombre, les loges des maisons nouvelles : dans les vieux quartiers à la dixième visite, notre opinion aurait pu être faite.

Au cours de nos recherches, enfin, nous avons été assez heureux pour ne voir que très exceptionnellement des loges, vues déjà par M. Lortet. Nous pouvons, joignant ses chiffres aux nôtres, estimer que neuf cents loges environ ont été visitées.

C'est avec une certaine satisfaction que nous rapprochons nos résultats des siens et en tirons les mêmes conclusions.

D'après nous, quatre cents loges sur cinq cent trente sont insalubres, c'est donc une proportion légèrement supérieure à sept dixièmes et, pour M. Lortet, « sur les trois cents loges vues par moi, les « huit dixièmes peut-être devraient être déclarées

« inhabitables pour des êtres humains, à cause de
« leur obscurité, à cause de leur manque d'aération
« ou par suite de leur cubage absolument insuffisant.
« Sur ces trois cents loges, j'en ai trouvé vingt-trois,
« habitées même pendant la nuit et construites dans
« des cours étroites et sombres sur l'ouverture même
« des fosses d'aisances. Lorsqu'on enlève les matières
« fécales la famille doit déménager. La plupart du
« temps, la dalle, arrondie, formant le bouchon,
« ferme mal l'orifice, et par les joints souvent large-
« ment ouverts, les gaz méphitiques viennent, nuit et
« jour, la nuit surtout, empoisonner de malheureuses
« familles, les anémier, les labourer à fond pour
« l'ensemencement de la tuberculose.

« C'est dans ces bouges que la phtisie fait rage, et
« ce sont de ces antres sans nom, que sortent la
« plupart des malheureux qui encombrent les ser-
« vices de nos hôpitaux et qui, bientôt, iront peupler
« les sanatoriums de notre région. »

DEUXIÈME PARTIE

Morbidité et mortalité dans les loges de concierges

Dans son « *Traité des Maladies des Artisans*, » écrit en 1822, Pâtissier s'exprime ainsi : « Obligés
« de rester constamment dans le même endroit,
« pour répondre aux personnes qui entrent à toutes
« les heures du jour et de la nuit, les portiers sont
« sujets aux maux qui résultent de la vie sédentaire;
« mais la cause principale de leurs maladies provient de leur habitation qui, placée au rez-de-chaussée, près de la porte d'entrée est constamment humide, malpropre, très étroite et où pénètre rarement le soleil. C'est là que loge tout un ménage, père, mère et enfans. Si l'on ajoute à cela que la plupart des portiers exercent les métiers de cor-donniers ou de tailleurs en vieux, on pourra se faire une idée de l'air impur qui règne dans leurs loges et de leur insalubrité.

« Les portiers sont, en général, pâles, décolorés,
« et sont disposés à toutes les affections du système

« lymphatique telles que les scrophules, les engorge-
« mens des viscères, les hydropisies : leurs enfans
« sont presque tous scrophuleux et rachitiques. L'ha-
« bitude qu'ils ont de se chauffer au poêle pendant
« l'hiver les expose, s'ils sortent au dehors, à con-
« tracter des rhumatismes, des catarrhes et des
« fluxions de poitrine. »

Ces constatations, faites il y a quatre-vingts ans, nous pouvons tout aussi bien les faire aujourd'hui encore : les conditions des concierges sont toujours les mêmes et nous retrouvons, dans ce milieu, les mêmes affections, avec cette différence que ce que l'on nommait scrophules, catarrhes, fluxions de poitrine à une époque où le bacille de Koch était encore inconnu, rentre maintenant dans un groupe de maladies, toutes manifestation de la tuberculose.

Désireux de voir si, dans un milieu où, comme dans celui qui nous occupe, tout contribue à son développement, on peut lui accorder une notable influence sur la morbidité ou la mortalité, nous nous sommes procuré au Bureau municipal d'Hygiène le relevé des statistiques obituelles, par professions et nous y avons noté tous les décès survenus parmi les concierges.

Nous allons résumer ces chiffres et exposer l'interprétation que nous en donnons.

En 1900, nous avons, pour les individus exerçant la profession de concierge, 87 décès ; en 1901, pour les six premiers mois, 54 décès.

Si nous nous en rapportons au nombre de 17.000 concierges, que semble admettre M. Lortet

dans son rapport sur « Les concierges à Lyon et la tuberculose », nous avons une mortalité moyenne de 5 décès pour 1000 pour cette classe d'individus, alors que la mortalité annuelle, ordinaire est de 22,5 pour 1000 : ce qui ferait presque désirer devenir concierge.

Mais nos recherches nous ont permis de donner une cause à cette anomalie. La ville de Lyon compte bien, il est vrai, 17.965 maisons ; mais qui dit maison ne dit pas forcément concierge, et, dans beaucoup de quartiers (Croix-Rousse, Montchat, Monplaisir, Part-Dieu, montées des Fantasques, des Epies, du Gourguillon), nous avons pu remarquer que trois, quatre, et quelquefois cinq maisons n'avaient qu'un seul concierge, les quartiers du centre (rue de la République, rues de l'Hôtel-de-Ville, Confort, Centrale), et les quartiers nouveaux, tels que l'avenue de Saxe, les environs des Facultés, possédant seuls des maisons ayant chacune un concierge.

Or, si l'on réfléchit à l'étendue des premiers quartiers par rapport aux seconds, c'est-à-dire des quartiers construits depuis longtemps déjà, par rapport aux nouveaux, si l'on admet de plus que certaines maisons particulières, et elles sont encore assez nombreuses à Lyon, n'ont pas de concierges, on peut accepter, nous semble-t-il, la réduction du nombre 17.000 au tiers, soit 6.000 environ, ce qui nous donne alors une mortalité de 16,5, inférieure encore de 6 pour 1.000 à la moyenne.

Cette différence, nous l'expliquons par ce fait que tous les individus ne sont pas portés aux statistiques

sous la désignation : concierge. Il en est beaucoup qui sont concierges et occupent en même temps un autre emploi, celui de cordonnier le plus souvent, et c'est la qualité sous laquelle on les inscrit sur les registres au moment de leur décès. Ces deux faits établis, nous croyons que la mortalité est bien sensiblement voisine de 22.

Ces quelques explications nous semblaient absolument nécessaires pour donner toute l'exactitude possible à des chiffres qui vont être la base de nos calculs : c'est peut-être le seul moyen d'éviter des critiques dont ne sont pas toujours exemptes les statistiques les plus justes.

Si nous examinons maintenant les différentes affections qui ont été cause des 141 décès survenus pendant cet espace de 18 mois, nous voyons que les affections manifestement tuberculeuses, qualifiées sur les statistiques : tuberculose, bacillose, ont 36 décès ; les affections pulmonaires et pleurales pouvant laisser admettre une tuberculose causent 4 décès. Signalons les affections cardiaques, pour lesquelles nous relevons 22 décès. Les 79 autres décès sont dus à différentes affections (nerveuses, urinaires, vasculaires, néoplasiques, etc.), dont nous ne nous occuperons pas ici, quoique quelques-unes doivent encore, probablement, être quelque manifestation d'une tuberculose viscérale.

Etudions tout d'abord la tuberculose Trente-six cas de tuberculose avérée, quatre de tuberculose probable, tels sont les chiffres que nous pouvons relever parmi ces 141 décès. Nous arrivons donc à

un total de 40 décès pour un chiffre d'individus estimé à 6.000, c'est dire que nous avons sensiblement 7 décès pour 1.000 par tuberculose.

Ces 7 décès répartis dans un laps de temps de 18 mois, nous donnent comme mortalité annuelle 5, chiffre supérieur de 2 à la moyenne, la France perdant annuellement, par la tuberculose, 3 individus pour 1.000 et Lyon, en particulier, 1.600 individus pour 453.145 (Lortet), donc 3.5 pour 1.000.

Et encore, dans le cas actuel, faut-il remarquer que cette proportion si forte, puisqu'elle atteint presque le double de la moyenne, est celle qui se rencontre pour les parents. Or, pour un grand nombre, ils ont passé, en général, l'âge moyen de la vie, la tuberculose alors n'est plus aussi meurtrière et c'est plutôt à des affections de la vieillesse que nous les voyons succomber.

Bon nombre des décès sont alors dus à des affections chroniques et surviennent à soixante, soixante-dix et même quatre-vingts ans, ce qui ne doit pas nous étonner, cet emploi de concierge étant le plus soivent donné à des individus dont l'âge ne permet plus d'autre occupation.

Mais où la morbidité et la mortalité, par tuberculose, prennent une proportion par trop considérable, c'est parmi les enfants de concierges.

Il nous était impossible de rien trouver de ce côté sur les statistiques ; mais nos recherches dans les familles, dans les hôpitaux, nous ont montré que bien rares étaient les ménages où, parmi les enfants, on ne relève pas quelque cas d'une manifestation bacillaire.

Quelques exemples nous permettent de montrer les ravages terribles que produit la tuberculose dans ces milieux.

Dans un cas, la famille comptait trois enfants : l'un est mort à six ans, de méningite ; un autre, âgé de dix-huit ans, a dû être envoyé dans un Sanatorium (Hauteville), pour une double lésion pulmonaire ; un troisième, âgé de dix ans, est un enfant malingre, pâle et chétif, qui tousse constamment.

Dans un autre cas, nous trouvons un jeune homme de vingt-deux ans, qui a déjà fait deux séjours à l'hôpital pour tuberculose ; il est couché dans la même chambre que sa mère, puisque la loge ne comprend que cette pièce humide et sombre, où tout contribue à hâter la marche de son affection. Il est fort probable que les germes qu'il aura ainsi semés, feront encore d'autres victimes ; celle qui le soigne et ceux qui passeront après lui dans cette chambre, courent fort le risque de devenir de nouveaux terrains de culture pour cette infection.

Et des exemples semblables, nous pourrions en citer autant que nous le voudrions, s'ils n'étaient pas une répétition constante des mêmes faits.

Que nos lecteurs, prenant quelques minutes sur leurs occupations ou sur leurs plaisirs, entrent dans la loge de leur concierge, qu'ils l'interrogent quelques instants sur sa santé et sur celle de ses enfants ; ils ne s'étonneront plus, après l'avoir fait, que nous affirmions que, des nombreux ménages avec enfants que nous avons visités (400 environ), il n'en est pas

cent où tous ces enfants puissent être considérés comme bien portants.

Et encore faut-il dire que, parmi les ménages sans enfants, dans un bon tiers des cas, ces enfants étaient morts à des âges variables, leur décès ayant été causé, le plus souvent, par la tuberculose.

Aussi, résumant l'ensemble de nos recherches, en ce qui concerne cette affection, nous n'hésitons pas à affirmer que, si chez les parents, sur mille individus, elle en frappe vingt et même trente et en tue cinq, la proportion, chez les enfants, peut être hardiment doublée.

Les jeunes enfants peuvent, à la rigueur, échapper en partie, pendant quelques années, à l'influence de ces habitations malsaines, grâce à leur séjour dans des écoles où, pour quelques heures, ils se trouvent dans des conditions d'hygiène plus favorables ; mais, arrivés à l'âge de quatorze ou quinze ans, ils doivent choisir un métier ; ils vont, le plus souvent, travailler dans des ateliers où l'air est profondément vicié, sans pouvoir espérer trouver, au sortir de ceux-ci, un peu de bien-être, là où ils vont prendre leur repos. Comment la tuberculose négligerait-elle semblable milieu !

On s'est peut-être demandé, au début de ce chapitre, pourquoi nous avons noté, d'une façon spéciale, parmi les causes de mortalité, en même temps que la tuberculose, les affections cardiaques ; nous allons en donner maintenant la raison.

Frappé de ce fait que l'humidité était un des caractères constants de ces loges de concierge, nous

avons pensé que les affections rhumatismales devaient être, après la tuberculose, un des grands éléments de morbidité dans ce groupe d'individus et nous aurions voulu montrer leur influence en faisant, pour leur conséquence : les maladies cardiaques, ce que nous avons fait pour la tuberculose.

Malheureusement, les prévisions de M. Roux, qui nous faisait entrevoir toute la difficulté de cette partie de notre travail, se sont bien réalisées. Il nous aurait fallu faire de véritables recherches cliniques : trouver des individus ayant une atteinte de rhumatisme et suivre l'évolution de celle-ci et encore, à ce moment, transformant les loges en salles d'hôpital, nous livrer à des séances d'auscultation qui n'auraient peut-être pas été du goût de tous.

Aussi avons-nous dû, à regret, abandonner cet ordre de recherches pour lesquelles notre temps était trop limité. Et cependant, nous croyons qu'il y aurait intérêt à les reprendre et à voir si, dans ces milieux où tous se plaignent de douleurs, de rhumatismes, on ne doit pas admettre, outre le rhumatisme articulaire aigu franc, cette forme de rhumatisme tuberculeux sur laquelle, après MM. Bérard et Mailland, M. Poncet attirait l'attention par sa récente communication publiée dans le *Bulletin Médical de Lyon* du 28 juillet 1901. Nous sommes fermement convaincu que l'on doit, chez les concierges trouver en grand nombre des cas de cette sorte de rhumatisme ; mais la preuve en est encore à faire.

Il en est de même pour certaines maladies dont les germes peuvent être transportés par tous ceux

qui entrent dans ces loges pour y demander quelque renseignement.

Ce sont là, des études très délicates et pour lesquelles il faut de la patience et du temps ; mais elles présentent assez d'attrait pour ne pas être négligées.

Bien des maladies trouvent dans ces milieux des conditions favorables à leur développement ; mais pour celles qui sont contagieuses, il ne faut pas oublier qu'elles intéressent l'hygiéniste aussi bien au point de vue public que privé.

Ces demeures, en effet, qui ont abrité des individus atteints d'affections telles que la tuberculose surtout, sont de véritables nids où tous les germes se développent, contribuant à détruire, les uns après les autres, non seulement tous ceux qui y habitent mais aussi, fait important, à infecter peut-être ceux qui, pour quelque motif, ont à y pénétrer pendant un certain temps.

Aussi, l'inaction et l'impuissance auxquelles nous sommes condamnés en présence d'une affection qui fait tous les jours plus de victimes et contre laquelle toute thérapeutique est nulle, l'agent destructeur du bacille de Koch étant inconnu, devraient-elles appeler de notre part plus d'attention pour tous les moyens capables de restreindre l'étendue et de diminuer la qualité du champ dans lequel se développe à merveille la tuberculose.

C'est dans une observation rigoureuse des règles de l'hygiène qu'il faut chercher un moyen de lutter ; et, puisque celles-ci sont chose trop souvent méconnue ou dont on se soucie fort peu, c'est à une inter-

vention de tout ce qui a quelque autorité, à la loi en un mot, à sauvegarder des existences exposées chaque jour « par un esprit de lucre éhonté, ou par une indifférence coupable ».

TROISIÈME PARTIE

Comment faire disparaître les causes d'insalubrité des loges de concierges.

A tout ce que nous avons exposé jusqu'ici, il n'y a qu'un remède : c'est, chacun le comprendra aisément, une loi bien faite et, surtout, rigoureusement appliquée.

Si nous regardons par quels moyens, autour de nous, les pays étrangers sont arrivés à abaisser leur mortalité par tuberculose à 2 pour 1.000 (Allemagne, Suède, Suisse, et même à 1 pour 1.000 (Italie, Belgique, Norvège, Angleterre) alors, qu'avec l'Autriche, nous avons 3 décès pour 1.000, la Russie en ayant d'ailleurs encore 4, nous voyons que ce résultat est dû à la perfection plus grande des lois sanitaires de ces diverses nations : la lutte contre toutes les variétés de logements insalubres y a complètement abouti.

Sans vouloir reprendre l'exposé des lois promulguées en ce sens, puisqu'il fait l'objet d'une partie de la thèse, soutenue à Lyon, par le docteur Louis

Rochette, thèse à laquelle nous ferons plusieurs emprunts, nous désirerions montrer, en premier lieu, quels sont les points de ces lois qui ont eu une si heureuse influence sur la santé publique ; et ensuite examiner, par comparaison, ce que la législation française nous donne, comme moyen de lutte, ce qu'elle pourrait et devrait nous donner. Nous ferons d'avance remarquer qu'elle ne définit naturellement que les logements insalubres ; mais, tout ce que nous avons dit jusqu'ici, des loges de concierge, nous permet, croyons-nous, de les placer en tête de liste.

Ce qu'il faut retenir de la législation sanitaire, en Allemagne, variable, suivant les différents états de l'Empire, c'est que « l'Office impérial de santé conserve toujours un certain pouvoir de surveillance, et que, dans toutes les nations qui forment l'Empire, il a la haute direction de l'Hygiène publique. »

En Suède, l'article 13 de la loi sur la salubrité, interdit la location des maisons dangereuses par leur mode de construction, leur malpropreté ou toute autre cause. Cette interdiction est portée par un Comité d'hygiène qui, dans les maisons insalubres, déjà louées, peut fixer un délai d'évacuation aux propriétaires. Il peut aussi s'opposer à ce qu'un trop grand nombre de personnes habitent dans la même chambre, lorsque cette cohabitation peut devenir nuisible.

En Italie, une maison ne peut être habitée sans une autorisation du syndic, autorisation qui n'est, d'ailleurs, accordée qu'après une inspection d'un médecin sanitaire ou d'un ingénieur délégué, ayant démontré :

que les murs sont convenablement séchés; qu'il n'y a pas insuffisance d'air ou de lumière; qu'il sera pourvu à l'écoulement des eaux impures et des matières excrémentitielles, afin de ne pas souiller le sol (Article 39).

Il me semble que s'il est, d'après tout ce que nous avons déjà vu, un groupe d'habitations qui présentent tous les défauts qu'énumère cet article, ce sont bien les loges de concierges.

La loi anglaise de 1875, et, après elle, des actes promulgués en 1878, 1879, 1883, 1888 et enfin en 1891, est celle qui a donné, pour les différents pays étrangers, les plus beaux résultats, au point de vue de l'abaissement du taux moyen de la mortalité. Ne pouvant la donner ici en entier, nous nous contenterons d'en retenir les points qui ont eu une réelle efficacité.

Ce sont, tout d'abord, l'étendue des pouvoirs donnés aux autorités sanitaires; les comités en effet ne sont pas simplement consultatifs, car leur décision entraîne l'exécution, d'office, des travaux d'assainissement. De plus, une sanction pécuniaire intervient: après un délai fixé, il est infligé une amende, pour chaque jour de retard, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir des tribunaux un jugement de condamnation; cette amende ne dispense d'ailleurs pas le propriétaire d'acquitter le montant de travaux reconnus nécessaires. « S'il veut en appeler, libre à lui; mais la cause d'insalubrité n'en a pas moins disparu. »

En France, qu'avons-nous? Une loi, datant du 13

avril 1850, était un premier essai fait pour apporter un remède à l'insalubrité des logements ; elle aurait dû avoir une grande portée, mais présentait de nombreux défauts, rendus tous les jours un peu plus évidents, car son application n'a pas fait disparaître beaucoup d'établissements considérés comme malsains.

Ces défauts, M. le docteur Depouilly les résume ainsi, dans son étude sur « L'eau dans les logements ouvriers de Paris ».

« 1^o Manque de précision soit dans la définition des insalubrités, soit dans la désignation des pouvoirs capables de les définir.

« 2^o Impossibilité de prescrire les travaux dans une maison qui n'a pas été signalée par une plainte.

« 3^o Impossibilité de remédier aux causes d'insalubrité existant dans l'habitation du propriétaire.

« 4^o Impossibilité de remédier aux causes d'insalubrité existant par le fait du locataire (dénommées abus de jouissance du locataire). Ces insalubrités pouvant porter atteinte à la santé des voisins et plus encore à celle des commensaux : parents, domestiques, employés qui sont moralement voués au silence. Ces locaux peuvent ainsi sous l'égide de la loi devenir des lieux de culture de germes pathogènes, des foyers d'épidémie ou de contagion.

« 5^o Impossibilité de remédier aux causes d'insalubrité dans les locaux habités le jour ou la nuit, mais dans lesquels on ne couche pas, tels que ateliers, bureaux, cuisines.

« 6^o Durée excessive des délais qui régulièrement

ne devraient pas dépasser une année, mais qui (si le propriétaire sait s'adresser à un homme d'affaires habile ou s'il fait partie de la Chambre syndicale des propriétaires) peuvent se prolonger pendant cinq ans. Enfin dans le cas très rare, où le Conseil municipal de l'arrondissement, n'admettrait (par principe) aucune injonction dans la propriété privée, il pourrait annuler toutes les prescriptions de la Commission.

« 7^o Impossibilité de faire disparaître les causes d'insalubrité puisque la loi ne s'est pas réservé le droit de faire exécuter d'office les travaux d'assainissement que le propriétaire refuse de faire. »

Relevant ces défauts en ce qui concerne la réglementation des loges de concierge, nous voyons que deux des alinéas, le deuxième surtout, et le septième nous intéressent particulièrement. Une plainte, en effet, ne peut être portée par des concierges au sujet des dangers que présente un immeuble dont ils ont la garde. Si semblable fait se produisait et que le propriétaire en eût connaissance, il est à croire que le premier et le plus clair des résultats de cette plainte serait pour eux, l'expulsion immédiate du local incriminé.

Nous avons pu nous convaincre personnellement que cette crainte était toujours l'unique cause de réserve à notre égard et que, dans les loges les plus sales, on ne se hasardait que timidement à nous faire voir tous les inconvénients d'une habitation dont on redoutait d'être chassé.

Ce simple détail nous permettra d'indiquer à la fin

de ce chapitre, quel devrait être en certaines circonstances le rôle des autorités sanitaires.

Le deuxième point : l'impossibilité où l'on est de forcer à exécuter d'office des travaux nécessaires pour faire disparaître les causes d'insalubrité signalées, montre nettement l'insuffisance de la loi du 13 avril 1850.

Quand bien même l'insalubrité d'une habitation serait chose parfaitement admise, quand bien même une plainte aurait été portée contre elle, toute action est subordonnée à une décision du Conseil municipal (à combien d'influences locales cette assemblée n'est-elle pas, en certains cas, soumise !), décision contre laquelle le propriétaire a, d'ailleurs « un recours devant le Conseil de préfecture, dans le délai d'un mois, à dater de la notification de l'arrêté municipal » et, malheureusement « ce recours sera suspensif ». (Article 6).

On tolérera donc que des logements, réputés insalubres par l'article 1^{er} de la loi, puisqu'ils « se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants », continuent à être habités pendant un temps plus que variable, la rapidité de notre procédure, en semblable matière, ayant permis au propriétaire de la cité Jeanne d'Arc de se défendre, grâce à la loi, pendant sept années, pour être finalement condamné à « exécuter les travaux et à 100 francs d'amende, maximum de la peine. » (Du Mesnil. *L'Habitation du pauvre : la Cité Jeanne d'Arc*).

Et, malgré tout, cette loi est restée en vigueur

pendant plus de cinquante ans, avec une seule modification, datant du 15 mai 1864 : elle autorise « la création de plusieurs commissions ou l'augmentation du nombre des membres de la Commission existante, dans toutes les villes de plus de 50.000 habitants », répartissant ainsi l'impuissance d'une Commission entre plusieurs. Comme le dit M. Lortet (ceci, il faut le dire, n'est plus le cas pour Lyon) : « les commissions dites des logements insalubres ne constituent qu'un trompe l'œil ne servant à rien. Elles n'existent à peu près que sur le papier, ne se réunissent presque jamais, n'ont aucune initiative, aucune autorité et ne peuvent agir que lorsqu'elles sont saisies d'une plainte portée à l'autorité municipale dont elles relèvent. »

Faut-il, après semblable constatation, s'étonner de l'augmentation régulière des décès par les affections tuberculeuses qui causent actuellement en France 150.000 morts par an et n'est-il pas urgent « de prévenir dans certaines limites ces hécatombes effroyables par des moyens hygiéniques qui, ailleurs, ont donné les preuves les plus certaines d'une efficacité indiscutable. »

« Il me semble, dit M. Lortet, en terminant son rapport, que la Société de Médecine, soucieuse de la santé de nos concitoyens, remplirait un noble rôle si elle voulait, par un vote motivé, appeler sur les faits si regrettables que je me suis permis de lui signaler, l'attention de notre Administration municipale ainsi que celle du pouvoir législatif » (Les concierges de Lyon et la tuberculose).

C'est à l'unanimité de ses membres présents que la Société nationale de Médecine votait dans sa séance du 23 avril 1900, l'envoi de ce rapport à la Municipalité de la Ville de Lyon.

Le vœu exprimé par M. Lortet d'une intervention des pouvoirs municipaux et du pouvoir législatif ne devait pas rester sans résultat.

A la date du 12 septembre 1900, M. le maire de Lyon nommait une commission de sept membres chargée d'examiner s'il n'y avait pas de lacunes dans le règlement de voirie, au point de vue de l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publique. Ce premier règlement, datant du 6 juillet 1897, avait été approuvé par arrêté préfectoral du 12 avril 1898.

Après examen, la Commission nommée, proposait de le modifier et de le compléter surtout par plusieurs chapitres, dans lesquels nous relevons les points suivants qui nous intéressent d'une façon toute particulière :

Chapitre II. — Article 3. — Plans des constructions.

« Il est particulièrement spécifié qu'on donnera les plans et coupes des loges de concierge et des water-closets des immeubles. »

Cet article s'applique à toutes les demandes en autorisation de construire ou d'exhausser un bâtiment.

Article 9 — Hauteur minimum des étages habités.

Aucun local habité, rez-de-chaussée, étages et combles, loges de concierge ne pourra avoir une hauteur inférieure à 2 m. 60.

Chapitre VIII. — Article 33. — Nettoyement des façades, allées, escaliers, loges de concierge, etc.

Les façades des maisons, tant sur rue que sur cour, les pignons et clôtures, ainsi que les allées, cages d'escaliers, loges de concierge, water-closets seront tenus constamment en bon état de propreté.

Les surfaces seront, suivant leur nature, nettoyées, brossées repeintes ou badigeonnées, au moins une fois tous les dix ans, sur l'injonction qui en sera fait au propriétaire par l'autorité municipale.

Article 35 bis. — Loges de concierge.

Dans le cas où les loges de concierge seront établies extérieurement aux maisons, les murs de ces loges devront avoir au moins 0^m 35 d'épaisseur ; le sol de la loge établi sur cave conformément à l'article 5, chapitre II. Un isolement suffisamment aéré sera établi entre la toiture et le plafond couvrant le logement. Les loges devront avoir une surface minimum de 20 mètres carrés. Les fenêtres des loges devront avoir au moins 2^m 60 carrés et donner sur une cour largement aérée.

La commission signalait en outre certains articles rarement observés :

Article 5. — Pour cause de salubrité, tout bâtiment destiné à servir d'habitation devra être pourvu, soit de caves ou sous-sols, soit d'un espace vide sans rez-de-chaussée, d'au moins 0^m 50 de hauteur et convenablement ventilé, soit d'une aire imperméable au-dessous du sol du rez-de-chaussée.

Article 41. — Ecoulement des eaux pluviales et ménagères dans les canaux.

§ 2^o « Un arrêté a été pris par l'administration, il y a deux ans, en ce qui concerne les canalisations non fermées et

passant dans les allées, pour emmener les eaux pluviales et ménagères. Cet arrêté est rarement observé par MM. les propriétaires et régisseurs.

On ne peut que féliciter la Commission des décisions qu'elle a prises; du jour où elles auront force de loi, on ne verra plus, dans les nouvelles maisons, les causes d'insalubrité que nous avons signalées dans les anciennes loges de concierges : elle est donc appelée, par ses résultats futurs, à constituer une œuvre des plus utiles.

Mais, si nous avons, grâce à elle, quelque chose pour les constructions à bâtir, nous n'avons rien encore, en fait, pour les loges des maisons qui existaient avant la publication de ce règlement et sont actuellement le côté le plus important de la question qui nous occupe ici.

Il faut espérer que le projet de loi élaboré lentement depuis 1880, sur les propositions du Dr Henri Liouville, de MM. Martin Nadaud (1881), Thomson (1884), Siegfried (26 juin 1886), Lockroy (13 janvier 1887, 19 décembre 1889); dans les rapports du Dr Langlet (13 juillet 1892), de M. Cornil (17 décembre 1895), et arrêté comme texte le 11 décembre 1900, fournira aux différents pouvoirs publics, aux municipalités, en particulier, les moyens de lutter dont ils étaient privés jusqu'ici.

Par ce projet de loi, les maires pourront saisir les Commissions sanitaires et les inviter à délibérer sur l'utilité et la nature des travaux jugés nécessaires. Sur avis conforme, un arrêté mettra les propriétaires en demeure d'exécuter les travaux.

En cas de recours du propriétaire, le Conseil de Préfecture tranchera la question : « Si l'arrêté est maintenu, les intéressés n'ayant pas exécuté les travaux, seront traduits devant le juge de paix du canton qui autorise le maire à faire exécuter les travaux d'office sans préjudice de l'amende encourue, par application de l'article 471 du Code pénal ».

Appliquée rigoureusement aux logements insalubres, aux loges de concierges, en particulier, cette loi, par le pouvoir qu'elle donne aux maires, par l'exécution d'office substituée aux sanctions et « contraintes de la loi de 1850 » ne peut manquer d'exercer une influence décisive et d'avoir facilement raison de la mauvaise volonté des propriétaires.

Les conseils municipaux pourront prendre toutes décisions qu'ils jugeront nécessaires pour la bonne hygiène des cités dont ils ont la direction ; les nombreux moyens et la grande autorité dont ils disposeront, contribueront certainement à faire disparaître rapidement les logements insalubres.

Nous ajouterons cependant une chose, en ce qui concerne les loges de concierges que la loi ne nomme pas : les municipalités devront, pour elles, employer toutes les armes que leur donne cette dernière.

Puisqu'un salarié, en effet, ne peut porter plainte contre celui dont il dépend, ce sera à l'autorité municipale à porter cette plainte, par l'intermédiaire d'une commission nommée par elle et chargée de visiter ces loges de concierges et de signaler celles d'entre elles qui peuvent être dangereuses pour leurs occupants.

Il n'est pas douteux que les idées de progrès qui inspirent les actes de la municipalité lyonnaise lui fassent prendre une décision qui contribuera pour beaucoup à améliorer les conditions dans lesquelles se trouve un groupe social qui, du fait qu'on l'oblige à vivre en dehors des règles de l'hygiène, paye à une affection, le plus souvent mortelle, un tribut auquel nul autre n'atteint.

Aussi, espérons-nous que nos efforts ne resteront pas stériles et, qu'après avoir vérifié nos assertions, on se décidera enfin à agir.

Nous estimerons avoir atteint notre but si nous voyons tous les jours disparaître ces habitations malsaines que viendront remplacer des demeures gaies et salubres dont l'influence, sur la santé, sera toujours des plus heureuses.

Demandons, en terminant, à ceux qui nous liront toute leur indulgence pour ce travail : ils excuseront, nous n'hésitons pas à le croire, les nombreux défauts qu'il présente en considérant que nous avons essayé de mener à bien, en six mois, une étude pour laquelle une année entière n'eût peut-être pas été suffisante.

CONCLUSIONS

La situation et l'exposition des loges de concierges en font des établissements insalubres au premier chef, caractérisés par : l'humidité, le manque d'air ou sa viciation, le manque de lumière.

Ce sont sans doute là les causes qui font que, dans ces milieux, la tuberculose prend une proportion si considérable en comparaison des autres groupes sociaux.

On doit s'inquiéter de semblable état de choses et chercher, par tous les moyens, à y remédier. La loi seule peut triompher de certaines mauvaises volontés, aussi, en attendant que le nouveau projet de loi sur la protection de la santé publique soit voté, les municipalités doivent-elles imiter l'initiative de la municipalité lyonnaise. Les décisions prises par la Commission qu'elle a créée ne sauraient tarder à avoir force de loi. Il est à désirer, cependant, que les com-

missions des logements insalubres puissent porter la plainte devant laquelle reculent des salariés.

C'est ainsi qu'on arrivera à sauvegarder bon nombre d'existences que compromet seule une indifférence coupable.

Vu :

Le Président de la Thèse,

J. COURMONT.

Vu :

Pour le Doyen :

L'Assesseur,

LACASSAGNE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 8 Janvier 1902.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNOULD. — Traité d'Hygiène.
- BROUARDEL. — Préface du Traité d'Hygiène de Palmberg.
- CLÉMENT. — Essai d'ethnographie et de démographie lyonnaises.
- DEPOUILLY. — L'eau dans les logements ouvriers de Paris.
- DU MESNIL. — L'habitation du pauvre.
- GUIRAUD. — Traité d'Hygiène.
- JUILLERAT. — Le casier sanitaire de Paris.
- LANGLOIS. — Traité d'Hygiène.
- LORTET. — Les concierges de Lyon et la tuberculose (Communication faite à la Société Nationale de Médecine, 23 avril 1900).
- MARMY et QUESNOY. — Hygiène des grandes villes (329 et 547).
- MONFALCON. — Hygiène des grandes villes.
- PALMBERG. — Traité d'Hygiène publique.
- PATISSIER (d'après Ramazzini). — Les maladies des artisans.
- PONCET. — Le rhumatisme tuberculeux (*Bulletin Médical de Lyon*, 28 juillet 1901).
- ROCHETTE. — Législation des logements insalubres (Thèse de Lyon 1901).
- The Lancet*. — The influence of the dwelling upon health in relation to the changing style of habitation (John, F.-S. Sykes) n^{os} des 2, 7, 16 mars 1901.

